

IMMIGRATION / ASTI

Tout va mieux ?

David Wagner

L'anniversaire de l'Asti nous rappelle que la situation des droits des étrangers s'est quelque peu améliorée. Mais en temps de crise économique, l'on peut se demander si ces progrès vont perdurer.

Trente ans déjà. Cette année, l'Association de soutien aux travailleurs immigrés, plus connue sous son acronyme « Asti », fête la troisième décennie de son existence. Comme ses responsables l'ont rappelé cette semaine, la situation de l'immigration était bien différente lors de sa fondation. En 1979, le Portugal, principale terre d'émigration vers le Luxembourg, n'était démocratique que depuis cinq ans et n'avait pas encore intégré ce que l'on appelait alors la Communauté européenne. Ces immigrés, venus de régions sous-développées par rapport au reste de l'Europe de l'Ouest, étaient alors parqués dans des baraques équipées du strict minimum. Les pouvoirs publics se souciaient peu de ces travailleurs venus de loin.

L'Asti peut à juste titre se targuer d'avoir joué un rôle de pionnier : dès ses origines, elle offrait et organisait des cours de langue luxembourgeoise dans les quartiers populaires du nord de la capitale - détail que ses détracteurs ignorent ou choisissent d'ignorer. D'une certaine manière, l'Asti a rendu un plus grand service à la langue luxembourgeoise que les patriotes autoproclamés, nationalistes voire xénophobes. Et c'est non sans malice que son président, Serge Kollwelter, s'est satisfait que le gouvernement ait enfin mis en place le congé linguistique, avec 30 ans de retard sur les recommandations de l'Asti.

Depuis la création de l'Asti, beaucoup de choses ont changé. Le Portugal a intégré l'UE et s'est fortement modernisé, et au Luxembourg, la part d'étrangers a doublé. Le nombre de frontaliers a également explosé, passant de 12.000 en 1979 à 142.000 de nos jours. La législation luxembourgeoise a elle aussi tièdement pris acte de cette évolution. Un certain nombre de revendications historiques de l'Asti, mais également d'autres associations solidaires avec la population immigrée, ont été partiellement réalisées. Par exemple le droit de vote des non luxembourgeois aux chambres professionnelles. Mais également leur droit de vote au niveau des élections européennes et communales. Encore

faut-il souligner que nombre de ces réformes n'auraient probablement pas vu le jour sans la pression des instances européennes.

Le droit de vote au niveau communal en est un exemple caractéristique : si les citoyens de l'UE peuvent y participer de manière active, en votant et même passive, en se présentant, seules la fonction de conseiller communal leur est ouverte. La loi ne leur permet toujours pas de revêtir les fonctions « exécutives », à savoir bourgmestre ou échevin, même quand cela correspond au souhait démocratique des électeurs de la commune, ce qui a déjà été le cas. Pourtant, le traité de Maastricht prévoit cette ouverture, mais le Luxembourg souhaite conserver la dérogation obtenue à l'époque.

Même si certaines choses ont évolué pour le mieux, il convient néanmoins de savoir vers où se meut la conscience collective au sujet des enjeux de l'immigration et des frontaliers. Car si d'un côté les plus jeunes générations de luxembourgeois ont en grande partie assimilé le fait que leur pays est une terre d'immigration, d'autres tendances plus inquiétantes voient le jour. Si l'ADR a choisi de faire de la plus transparents encore ses citoyens-s. Normalement, on peut faire ces photos - qui doivent répondre à des critères ultra-stricts - chez le photographe professionnel qui sait comment s'y prendre. Même si les photographes n'en tirent pas la totalité de leurs revenus, cela représente 30 pour cent de leur bénéfice. Ce qui n'est pas rien, surtout dans un marché où ils sont en concurrence constante avec les grandes surfaces et les multinationales.

PHOTOGRAPHES

Vous avez dit « déprivatisation » ?

Luc Caregari

Curieux vocable que l'association des photographes vient d'inventer. Pourtant, le dilemme des photos biométriques est plus compliqué qu'il n'en a l'air.

Les journalistes étaient peu nombreux à la conférence de presse donnée par l'association des photographes, ce lundi. Etait-ce dû à la surcharge rédactionnelle en vue des élections ou au fait qu'il y a des thèmes plus importants sur les agendas médiatiques ? Peu importe, car le problème des photographes professionnels au Luxembourg est grave. Déjà qu'au cours de la dernière décennie une bonne douzaine de magasins ont disparu faute d'avoir su s'adapter à temps à la révolution numérique, ne laissant qu'une trentaine de survivants, ces derniers se trouvant de nouveau en péril. Si on veut, c'est Oussama Ben Laden en personne qui menace de faire disparaître les photographes professionnels du pays. En effet, suite aux attentats du 11 septembre, l'Union européenne s'est efforcée d'introduire le passeport biométrique pour plus de sécurité et pour rendre plus transparents encore ses citoyens-s. Normalement, on peut faire ces photos - qui doivent répondre à des critères ultra-stricts - chez le photographe professionnel qui sait comment s'y prendre. Même si les photographes n'en tirent pas la totalité de leurs revenus, cela représente 30 pour cent de leur bénéfice. Ce qui n'est pas rien, surtout dans un marché où ils sont en concurrence constante avec les grandes surfaces et les multinationales.

Or, selon le ministère des affaires étrangères, cette source de revenus pourrait bien finir par se tarir. Le ministre envisage d'installer dans toutes les communes des appareils spécialisés pour photographies biométriques. Ce faisant, les photographes professionnels perdraient une partie cruciale de leurs recettes. « L'Etat est en train de nous voler notre travail », s'exclame Georges Huberty, le président de l'association « Lëtzebuurger Fotografen a Fotofachhändler asbl », fondée pour l'occasion. « Nous sommes en train de vivre une 'déprivatisation' de notre secteur », estime-t-il. L'asbl vient d'envoyer entre 5.000 et 6.000 lettres aux députés pour attirer l'attention sur le problème. Elle estime



FOTO: GWINN 46 / FULCR

avoir été mise devant le fait accompli par le ministère et entend riposter. D'abord en déconstruisant les arguments du ministère, car Jean Asselborn prétend appliquer un règlement européen, rien de plus. Alors que ledit règlement (numéro 2252/2004) ne prévoit aucunement de donner à l'Etat le monopole des photos destinées aux passeports biométriques. « Le ministre se cache derrière cette directive, comme s'il voulait éviter le dialogue avec nous », croit savoir Huberty. Car dans les pays européens voisins, les photographes professionnels sont toujours la première adresse pour les passeports : aux Pays-Bas, la réglementation a été changée pour que les photographes professionnels restent en place, de même en France et en République tchèque.

Pour faire avancer le dialogue sur la question, un rendez-vous est prévu au ministère le 13 mai. Mais déjà avant cette rencontre, les idées pour apaiser le conflit fument des deux côtés. Du côté des photographes, on envisage de négocier avec les communes et d'introduire des vignettes que les photographes professionnels pourront mettre dans leur vitrine, certifiant ainsi qu'ils sont habilités à prendre des photos pour passeports biométriques. Côté ministère, Jean Asselborn a fait savoir qu'il préférerait laisser le choix aux citoyens-ne-s, qui pourront aller à leur commune ou chez les professionnels. En tout cas, le dossier est loin d'être clos.

Eiertanz um das Bankgeheimnis

Wenn der deutsche Finanzminister Peer Steinbrück den als Steueroasen betrachteten Ländern mit der Kavallerie droht, oder sie durch den Vergleich mit Ouagadougou als Bananenrepubliken darstellen will, dann sagt das Einiges über ihn selber aus: Sein mangelndes Bewusstsein für die dunkelsten Kapitel der deutschen Geschichte zum einen, seine neokoloniale Arroganz gegenüber einem unbescholtenen afrikanischen Land zum anderen. Über ihr eigentliches Thema dagegen sagen Steinbrücks peinliche Parolen sehr wenig aus. Objektiv betrachtet schadet er der eigenen Sache, also dem Versuch Druck auszuüben auf Länder, die von der Steuerflucht profitieren. Luxemburg ist ein solches Land, und die Reaktion auf den jüngsten deutschen Ausrutscher war denn auch prompt eine einstimmig verabschiedete parlamentarische Protestresolution. Insbesondere Steinbrücks sozialdemokratische GenossInnen hierzulande und die Grünen sind bemüht, jeden Verdacht zu zerstreuen, sie würden die „union sacrée“ zur Rettung des Bankgeheimnisses verraten. Grundsätzliche Kritik an der Rolle des Finanzplatzes üben nur die Parteien „Déi Lénk“ und KPL. Und natürlich die NGO Attac-Luxemburg, die am kommenden Donnerstag gemeinsam mit den „Amis du Monde diplomatique“ eine Konferenz zu „Les paradis fiscaux et la crise financière“ veranstaltet (Siehe Agenda).

Faut pas Trichet

Par voie de communiqué de presse, six professeurs en économie (Jules Barthel, Eugène Becker, Lucien Clément, Gaby Urbé, François Wagener et Guy Foetz), ont fait savoir qu'ils boycotteront la rencontre organisée par le « Collège de Coordination Interlycées », entre les professeurs de sciences économiques et sociales et le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet. Précisant que leur démarche « ne vise ni Monsieur Trichet en tant que personne, ni les organisateurs », ils soulignent toutefois que Trichet « est l'un des défenseurs les plus ardus des thèses du néo-libéralisme que sont le tout-marché, la déréglementation, la libre circulation du capital, la réduction du rôle de l'Etat aux fonctions sécuritaires et la privatisation de la sécurité sociale et des services publics ». Et de s'interroger s'il n'est pas plutôt « de (notre) devoir d'économistes de dénoncer ouvertement ce qui s'est passé au niveau économique et social au cours des 30 dernières années ». Finalement, ils espèrent que leur démarche puisse donner « l'exemple à nos élèves en nous débarrassant de l'illusion confortable que nous ne pouvons rien changer au monde ! »

Vélo - Ok

La ville d'Esch-sur-Alzette vient enfin de relancer son projet de vélos urbains. Rappelons que ceux-ci - à l'inverse des vélos de la capitale qui appartiennent à la multinationale Decaux - sont le fruit d'une collaboration entre la commune et le CIGL, membre du réseau Objectif Plein Emploi. Cette symbiose a déjà permis de créer cinq emplois. Alors que par le passé, les vélos eschois étaient plutôt moqués, surtout pour leur absence chronique des râteliers, le bilan après inventaire a été plutôt positif : sur les 150 vélos, seulement une dizaine est restée introuvable. Le nouveau système baptisé « Vél'Ok » est à la pointe de la nouvelle technologie. Vu que la ville d'Esch est aussi une « hot city », point de vue internet sans fil, le système des bornes des nouveaux vélos est informatisé et les abonnements peuvent se faire par internet, sur le site www.velok.lu. Comme toujours, la ville d'Esch voit grand : elle entend ramener le nombre de vélos à 250 en augmentant le nombre de bornes et de râteliers et en investissant le territoire de Belval. Crise ou pas crise, l'économie solidaire a encore de beaux jours devant elle...

NEWS

Photographies: Vous avez dit « déprivatisation »? **p. 3**

Politik: Haben Frauen die Wahl? **S. 4**

Education artistique: Keine Lobby **S. 4**

Greenpeace: Mehr Effizienz, weniger Energie **S. 5**

Leserbrief: Gegen Unbundling **S. 5**

REGARDS

Déi Lénk: Révolutionnaire, mais pragmatique **p. 6**

Schwule und Lesben: Warmer Wahlkampf. **S. 8**

Great Expectations: Is this world for you and me? **p. 10**

Türkei: Zugespitzte Situation **S. 12**

POLITIK

Haben Frauen die Wahl?

Christiane Walerich

Am 7. Juni wird gewählt. Spielt Frauenpolitik im Wahlkampf 2009 überhaupt eine Rolle? In einem Rundtischgespräch wurden Kandidatinnen zu ihren frauen- und gleichstellungsspezifischen Versprechungen befragt.

Gleich sechs Kandidatinnen für die anstehenden Parlamentswahlen, darunter die Chancengleichheitsministerin Marie-Josée Jacobs, waren Anfang dieser Woche zu einem vom Cid-Fermes und Lidia organisierten Rundtischgespräch zusammengekommen. Dabei stand nicht nur das heikle Thema einer Frauenquote für die Wahllisten auf dem Programm - auch die jeweiligen Wahlprogramme wurden auf ihre Aussagen zur Frauenpolitik, zur sozialen Absicherung und Selbstbestimmung

von Frauen sowie zu Familie und Kinderbetreuung durchsucht.

Nur zwanzig Frauen waren bei den letzten Wahlen direkt ins Parlament gewählt worden - dass auf den Listen für die nun anstehenden die Kandidaten nur zu einem Drittel weiblich sind, zeigt, dass sich seither nicht viel geändert hat. „Die Forderung von einer Reihe von Frauenorganisationen nach paritätischen Listen ist somit erneut gescheitert“, stellt Renée Wagener, Sozialwissenschaftlerin und Moderatorin der Veranstaltung fest. Während Lydie Err, Deputierte der LSAP, beim letzten Wahlkongress einen Initiativantrag in puncto Quoten durchbringen konnte, Déi Gréng die paritätische Beteiligung in den Statuten stehen haben und auch „Déi Lénk“ eine Quotierung der Wahllisten fordern, lehnt die ADR jede

derartige Regelung ab. Jacobs von der CSV glaubt nicht an eine Mehrheit für eine Quotenfestlegung, und Colette Mart von der DP erklärt, dass „Quoten in meiner Partei nie ein Thema waren, da Frauen immer vertreten waren.“

Was die Frauenpolitik der letzten fünf Jahre anbelangt, so ist nach Auffassung von Melanie Noesen von „Déi Lénk“ vor allem versäumt worden, die Gleichstellungspolitik auch bei anderen politischen Instanzen als nur dem Ministerium zu verankern und Neuerungen wie das Genderbudgeting konsequenter anzuwenden. Handlungsbedarf sieht Noesen vor allem bei den Renten. Dem widersprach die Chancengleichheitsministerin, indem sie auf den „Plan d'Action national“ verwies, in dem jedes Ministerium dazu aufgefordert worden war, Gleichstellungs-Maßnahmen vorzuschlagen. Außerdem, so ihr Einwand, würde sich die CSV, falls sie erneut Regierungsverantwortung übernehmen sollte, dafür einsetzen, dass das Chancengleichheitsministerium weiterhin autonom bestehen bleibt und nicht zu einer Untersektion eines anderen Ministeriums herabgestuft wird.

Immer noch wenig rosig sind die Aussichten hinsichtlich Gleichstellung

auch auf dem Beschäftigungsmarkt: So wurden die Lissabon-Ziele nicht erreicht, die vorsahen, dass im Jahr 2010 die Beschäftigungsquote für Frauen bei 60 Prozent liegen sollte. 2007 hatte sie in Luxemburg erst 44,8 Prozent erreicht. Zu niedrig, auch im Hinblick auf die Bemühungen, die Frauen in puncto Rentel national unabhängiger zu machen. Um ihrer Benachteiligung entgegenzuwirken, hatte die LSAP schon früher vorgeschlagen, für jeden Kollektivvertrag im Privatsektor einen Chancengleichheitsplan einzuführen. „Ich würde diese Idee sofort unterstützen“, erklärte Jacobs nun. Auch die vom Conseil National des Femmes stammende Anregung einer regelmäßig abzuhaltenden „Quadrupartite“ hat, nach Meinung von Lydie Err, einiges für sich. Diese Einrichtung könnte helfen, Arbeitgeber und politisch interessierte Kreise für Problemkonstellationen zu sensibilisieren. „Etwa, um über das Genderbudgeting zu beweisen, dass die Gelder gegenüber den Geschlechtern nicht gerecht aufgeteilt sind“, so die LSAP-Abgeordnete. Unter ökonomischen Prämissen könne die Chancengleichheitsfrage eine ganz andere Bedeutung erlangen.

nicht mehr auf der 3e im Gymnasium unterrichtet, und 2001 habe man die Kurse auf der 2e und 1ère B, C, und D gestrichen. 83 Prozent der Lehrstunden im Kunstbereich seien 2003 im Zuge der Reformen des „Cycle Inférieur“ des Lycée technique eingespart worden. 2008 seien auf 7e im Gymnasium die „Cours de travaux manuels“ weggefallen. „Ungewiss ist, welche Bedeutung der Kunsterziehung in den nun anstehenden Schulreformen zugewiesen wird“, so Daphné Demuth, Präsidentin der APEA.

Kritisiert wurde von den Anwesenden auch das Vorurteil, die Kunsterziehung produziere nur Arbeitslose. „Das stimmt einfach nicht. Auch enden nicht alle Schüler der Kunst-Sektion in einem künstlerischen Beruf“, so der Kunstlehrer Paul Di Felice. Rund ein Drittel strebe Tätigkeiten im pädagogisch-sozialen Bereich an, und ein weiteres Drittel lande in einem komplett anderen Arbeitsfeld. „Ich kenne Schüler, die sind heute Juraprofessoren

oder Piloten“, versichert Di Felice. Der Wert der Kunsterziehung bestehe gerade darin, die Individualität des einzelnen Schülers zu stärken. Auch biete das Fach vielfältige Möglichkeiten, interdisziplinär aktiv zu werden. Bei der Einrichtung des Kunstfachs vor dreißig Jahren habe noch der Grundsatz gegolten - und sei deshalb in das „Exposé des motifs“ aufgenommen worden -, dass man ohne Poesie und ohne Farben nicht leben könne, erinnert sich der pensionierte Lehrer Guy Michels. Auch die „Conférence mondiale sur l'Education artistique“ der UNESCO habe die Bedeutung der Kunst für ein besseres Lernen hervorgehoben. Dennoch behandle das Kulturministerium die Kunsterziehung immer stiefmütterlicher - wo es doch andererseits an Geld für Kulturprojekte nicht fehle, sofern diese nur prestigeträchtig und glamourös sind.

XPO-E noch bis zum 17. Mai 2009 in den Carré Rotondes

Wohnung gesucht - Juni 2009

Deutsche **Studentin** (21) sucht dringend **Unterkunft** (Appartement, Gastfamilie, WG o.Ä.) für ihr Praktikum im **Juni 2009** in **Luxemburg-Stadt!** Bitte melden Sie sich im **woxx-Sekretariat 29 79 99-0** werktags zwischen 9 und 13 Uhr zwecks Kontaktaufnahme.
Stagiaire allemande (21), parlant français, cherche d'urgence un **logement** (appartement, chambre, colocation o.a.) pour le mois de juin 2009 à **Luxembourg-Ville!** Merci de laisser vos coordonnées au secrétariat du woxx de 9 à 13 heures (tél. **29 79 99-0**) qui fera le contact.

GREENPEACE

Mehr Effizienz, weniger Energie !

Redaktion : woxx

Luxemburg könnte seinen Gesamtenergieverbrauch bis 2050 erheblich reduzieren. Das belegt Greenpeace mit einer Studie zu den Einsparpotenzialen in der Industrie und in den restlichen Sektoren.

Die Autorinnen der am vergangenen Montag vorgestellten Studie „Energy Demand Scenarios Luxembourg 2005-2050“, Wina Graus und Eliane Blumen, haben mehrere Szenarien für den langfristigen Energiebedarf Luxemburgs bis zum Jahr 2050 berechnet. „Wir sind zu dem Ergebnis gekommen, dass bei einer konsequenten Förderung der Energieeffizienz der zukünftige Energiebedarf Luxemburgs im Vergleich zum „Business-as-usual“ langfristig um mindestens 40 Prozent gesenkt werden könnte.“ resümiert Wina Graus. „Wenn jedoch keine Anstrengungen unternommen werden, wird der Energiebedarf Luxemburgs kontinuierlich ansteigen und sich bis zum Jahr 2050 um mehr als ein Viertel im Vergleich zum Jahr 2005 erhöhen.“

Die Zunahme des luxemburgischen Energieverbrauchs und der Anstieg der Treibhausgasemissionen

wurden in den vergangenen Jahren auch durch die hohe Nachfrage des Auslands nach billigen Treibstoffen verursacht. Das Phänomen „Treibstoff-export“ stellt Luxemburg in vielerlei Hinsicht vor große Probleme: Zum einen wird das Land ohne einen Ausstieg aus dem Treibstoffexport seine international verbindlichen Klimaschutzziele nicht erreichen können. Zum anderen stellt der Treibstoffexport ein enormes Hindernis für das Ziel bei den erneuerbaren Energien (11 Prozent des Endenergieverbrauchs bis 2020) und für das Energieeffizienzziel (Reduktion des Endenergieverbrauchs bis 2016 um 9 Prozent) dar.

„Der Rückgang des Energiebedarfs wäre noch wesentlich größer, wenn Luxemburg neben einer konsequenten Förderung der Energieeffizienz zusätzlich aus dem Treibstoffexport aussteigen würde,“ erläutert Eliane Blumen von ECOFYS. „Dadurch könnte der Energiebedarf Luxemburgs im Jahr 2050 um mindestens 64 Prozent, also fast zwei Drittel, gegenüber einem Business-as-usual-Szenario verringert werden.“

Wirtschafts- und Energieminister Jeannot Krecké hatte vor wenigen

Wochen einen Entwurf für das „Weißbuch über die Erarbeitung einer Energiestrategie für Luxemburg“ vorgestellt. Dieses Weißbuch soll der künftigen Regierung als Leitfaden in Energiefragen dienen. Greenpeace befürchtet, dass in diesem Zusammenhang vor allem Fragen im Vordergrund stehen werden, wie das Land seine Versorgung mit fossilen Brennstoffen und anderen Energieträgern sicherstellen kann. Für Greenpeace ist jedoch klar: Hauptziel einer Energiestrategie Luxemburg muss die Frage sein, wie das Land seine Abhängigkeit von fossilen Brennstoffen und anderen nicht-nachhaltigen Energieträgern verringern kann. Zuallererst sollte daher untersucht werden, wieviel Energie das Land bei einer gezielten Umsetzung von Energieeffizienz, dezentraler Energieversorgung und erneuerbaren Energien in Zukunft überhaupt noch benötigen würde. An diesen Ergebnissen sollte sich die zukünftige Energiepolitik orientieren.

„Luxemburg hat, entgegen der landläufigen Meinung, große Potentiale im Bereich der Energieeffizienz, aber auch bei den erneuerbaren Energien und bei der dezentralen Energieversorgung. Woran es jedoch fehlt, ist der politische Wille, diese Potentiale konsequent zu erschließen,“ konstatiert Martina Holbach, Klima-Cam-



FOTO: NIHARRI / STOCK.XCHING

paignerin bei Greenpeace Luxemburg. „Investitionen in Energieeffizienz sind Investitionen, von denen wir langfristig profitieren werden. Dadurch entlasten wir nicht nur das Klima. Wir tragen damit auch zur technischen Innovation bei, verbessern die Wettbewerbsfähigkeit unserer Unternehmen und entlasten die Haushalte von den immer teurer werdenden Energieträgern. Der effiziente Umgang mit Energie muss daher zu einem zentralen Pfeiler der Luxemburger Energiepolitik werden.“

Die ECOFYS-Studie „Energy Demand Scenarios Luxembourg 2005-2050“ kann unter www.greenpeace.lu heruntergeladen werden.

und müssen mit öffentlichen Mitteln unterstützt werden.

Ich wünsche mir kein weiteres „Unbundling“, das beispielsweise hierzulande dazu führen würde, dass eine separate Gesellschaft die paar Dutzend Kilometer Hochspannungsleitungen des Landes übernehmen würde, was bloß zu mehr Kosten, aber zu keiner Zusatzleistung führen würde. Statt weiterer „grüner“ Liberalisierung wünsche ich mir mehr Regulierung des Marktes, und damit einen gesicherten Zugang für erneuerbare Energien, alles zu vernünftigen Preisen. Eine solche „Kontroll-Bürokratie“ ist besser als weitere Deregulierung.

(woxx) Zur besseren Verständlichkeit hier noch einmal die relevanten Passagen aus dem Artikel in der Nummer 1003: (...) Einer der wichtigsten Streitpunkte [war] das „Unbundling“ (Entflechtung), also das Verbot für einen Konzern, gleichzeitig Strom zu verkaufen und ein Stromnetz

ÉDUCATION ARTISTIQUE

Keine Lobby

Christiane Walerich

Seit dreißig Jahren besteht nun schon die Section Artistique. Am politischen Willen, der Kunsterziehung einen wirklichen Stellenwert zuzuerkennen, mangelt es jedoch.

„Auf der Kunstsektion sind jene Leute, die nichts tun wollen außer rumhängen“. So laute das gängige Vorurteil über die Kunstschüler im Gymnasium, ärgert sich eine ehemalige Schülerin in einem Videointerview - einem der Exponate, die noch bis zum 17. Mai in der Ausstellung „XPO-E“ zu sehen sind. Dreißig Jahre besteht die Kunstsektion im Luxemburger Sekundarunterricht nun schon. Das Jubiläum wurde von der Association des Professeurs d'Education Artistique (APEA) genutzt, um in einer Ausstellung die beeindruckende Qualität der Arbeit der Kunstsektion zu demonstrieren und um die vielfältigen Lebensläufe von ehemaligen und nun erfolgreichen E-SchülerInnen vorzustellen. Doch ging es auch und vielleicht in erster Linie darum, auf das schlechte Image des

Faches hinzuweisen, Vorurteile zu widerlegen und den abnehmenden Stellenwert des Kunstfachs im Unterricht anzuprangern.

Die ungewisse Zukunft der Kunstsektion war auch das Thema eines von der APEA in dieser Woche organisierten Rundtischgesprächs, das unter dem Motto „Education artistique Stay Alive!“ stand. Nicht als kraftstrotzenden blauen Hirsch - Symbol der Kunst und des Kulturjahres 2007 -, sondern als schwarzen abgemagerten Paarhufer - so sehen die LehrerInnen ihr Fach. Die Kunsterziehung werde gegenüber den anderen Fächern benachteiligt, lautet die Klage, indem z. B. nur in diesem Fach Bewerbungsmappen verlangt würden. Auch verschwinde das Fach Kunsterziehung seit Mitte der 90er Jahre zunehmend vom Stundenplan: Wenn Stunden gebraucht würden, sei es das erste, welches Federn lassen müsse. „Das Erziehungsministerium hat kein klares Konzept, was die Kunsterziehung anbelangt“, monierten die Veranstalter. So werde seit 1995 Kunsterziehung

LESERBRIEF

Gegen Unbundling

Robert Goebels

Der Europaabgeordnete Robert Goebels erklärt, warum er das Unbundling der Konzerne im europäischen Strommarkt für den falschen Weg hält.

Ich habe mit Interesse den Artikel von Raymond Klein zur Stromliberalisierung gelesen. Ich stimme zu, dass „trotz der von liberaler Ideologie verschuldeten Krise (...) auf EU-Ebene fröhlich weiterliberalisiert wird“. Doch wenn ich richtig gelesen habe, geht Europas Grünen das nunmehr vom Europäischen Parlament abgesegnete dritte Liberalisierungspaket nicht weit genug, weshalb sie „nach einem künftigen vierten Liberalisierungspaket“

zu betreiben. Letzteres ermöglicht ihm in der Regel nämlich, sich unliebsame Konkurrenten im eigenen Netz vom Hals zu halten, ein Verhalten, dem das Parlament Einhalt gebieten wollte. Im Kompromisstext ist nun neben dem vollen Unbundling auch vorgesehen, dass ein Konzern das Netzmanagement an einen „unabhängigen Systembetreiber“ delegiert. Außerdem gibt es die von Frankreich und Deutschland gepushte „dritte Option“: Der Konzern muss gar nicht entflechten, und dafür seinen Netzbetrieb der Kontrolle durch externe Aufsichtsbehörden unterwerfen. (...) Die Grünen ihrerseits haben diesen Kompromiss abgelehnt, weil ihnen die Unbundling-Regelung völlig unzureichend erscheint. Dennoch hoffen sie weiterhin darauf, dass, im Rahmen eines endlich funktionierenden Marktes - nach einem künftigen vierten Liberalisierungspaket - erneuerbare Energien endlich den Durchbruch schaffen.